

CGV

1. Préambule

Dans le cadre des présentes CGV, les termes ci-dessous ont les définitions suivantes :

- Acheteur : désigne la personne ayant commandé ou acquis un Produit.
- CGV : désigne les Conditions Générales de Ventas
- Marque : **Portail-déclaration-cession.fr**
- Partie : séparément la Plateforme ou l'Acheteur.
- Parties : conjointement la Plateforme et l'Acheteur.
- Produit : désigne les produits proposés et vendus sur la plateforme.
- Plateforme : désigne le site internet **Portail-declaration-cession.fr**
- Site : désigne le site internet **Portail-declaration-cession.fr**

Micro-entreprise: désigne A.Pierce dont le SIRET est 82800568600021 , immatriculée auprès du RCS de MARSEILLE et dont le siège social est situé au 25 Boulevard des Dames 13002 Marseille 2e Arrondissement.

Il est entendu que la Plateforme ne relève d'aucun service officiel de l'État français ou de l'administration française.

Il est entendu que tout visiteur du présent site internet, qu'il devienne Acheteur ou non d'une prestation proposée sur le site, est automatiquement réputé avoir pris connaissance des présentes Conditions Générales de Ventas.

Les présentes

1.1 Objet du contrat

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après «CGV») ont pour objet de définir les conditions et modalités dans lesquelles la Plateforme propose une assistance, à des Acheteurs, dans le cadre de la réalisation de démarches administratives ayant pour finalité la déclaration de cession d'un véhicule.

En conséquence, toute commande de l'Acheteur implique son acceptation sans réserve et son adhésion pleine et entière aux présentes CGV qui prévalent sur tout autre document, sauf conditions particulières expressément consenties par écrit par la Plateforme.

L'Acheteur reconnaît avoir pris connaissance des CGV préalablement à sa commande.

Les présentes Conditions Générales de Vente entrent en vigueur à compter de leur publication. Elles annulent et remplacent toutes les versions antérieures.

La Plateforme se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes CGV en publiant une nouvelle version sur le Site.

CGV

En cas de modification des CGV, les CGV applicables sont celles en vigueur à la date de la commande, dont une copie remise à l'Acheteur en accompagnement du courrier de confirmation de sa commande.

L'inapplication temporaire ou permanente d'une ou plusieurs clauses des CGV par la Plateforme ne saurait valoir renonciation de sa part aux autres clauses des CGV qui continuent à produire leurs effets.

Il est entendu, au surplus, que la MICRO-ENTREPRISE se réserve le droit, à tout moment et sans qu'elle ne soit tenue de s'en justifier, de refuser l'accès au SITE et/ou ou poursuivre y compris sur le plan judiciaire, toute personne, physique ou morale, visiteur ou non du SITE et/ou des SERVICES proposés, qui par ses propos et/ou par son comportement, directement ou indirectement, porterait atteinte à l'image et/ou à la réputation du SITE et/ou de la MICROENTREPRISE et/ou à la marque « Portail-declaration-cession.fr » (ci-après « la MARQUE »), par tous moyens, et/ou sur tous supports, en public ou en réseau privé néanmoins accessible à des tiers du fait de sa diffusion, même involontaire ou indirecte par un membre du réseau.

1.2 Clause réputée non écrite

Si une ou plusieurs clauses des présentes CGV sont tenues pour nulles et réputées non écrite en vertu d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses garderont toute leur force juridique et leur portée. Les Parties conviennent alors de remplacer les clauses déclarées nulles et réputées non écrites de manière à maintenir l'équilibre économique et le bon sens des présentes CGV.

1.3 Produits

Les produits proposés par la MICRO-ENTREPRISE sont entendus comme relevant d'une prestation de service. La prestation de service est décrite comme suit :

Proposer un service d'assistance à la déclaration de cession d'un véhicule.

Se faisant, une fois acceptation et paiement du PRIX du SERVICE, l'ACHETEUR sera rendu destinataire d'un courriel de confirmation de prise en compte de sa commande. Le courriel aura pour annexes :

- Un lien hypertexte l'invitant à prendre connaissance de l'ensemble des pièces à fournir et à transmettre en ligne et/ou par voie postale ainsi que des instructions détaillées dans le but de favoriser l'accomplissement de cette démarche
- Un accès aux cerfas en partie reconstitués.

Par la suite et dans un délai de vingt-quatre (24) heures, en considération des jours ouvrés et hors jours fériés, après la réception du DOSSIER complet, l'ACHETEUR recevra un courriel de confirmation de son traitement par du personnel qualifié.

CGV

Toutefois, si après traitement il apparaît que le DOSSIER n'est pas en état d'être transmis à l'Administration (documents manquants, mal ou insuffisamment renseignés), l'ACHETEUR recevra un courriel de rappel des pièces manquantes et/ou à compléter et/ou à modifier, dans la limite de quinze (15) jours à compter du paiement du PRIX ; passé ce délai, le DOSSIER pourra être considéré comme abandonné et le délai de vingt-quatre (24) heures ne sera alors plus garanti.

Après réception du dossier, les équipes de la MICRO-ENTREPRISE inspectent sous vingt-quatre (24) heures ouvrées et hors jours fériés, l'ensemble des pièces transmises par le Client. En cas de documents manquants ou non conformes, les équipes de la MICRO-ENTREPRISE en avisent le Client dans un délai raisonnable.

Si un (1) mois après l'envoi de ce courriel le Client ne transmet pas les éléments manquants au dossier, les équipes de la MICRO-ENTREPRISE peuvent considérer que le Client a renoncé à sa demande.

Dès lors, plus aucune réclamation auprès de la MICRO-ENTREPRISE ne sera recevable.

Il est expressément convenu entre les Parties que, pour la bonne réalisation de la Prestation, la MICRO-ENTREPRISE sous-traite, à la société « AGENCE ADMINISTRATION SAS », la réalisation des démarches auprès de l'administration publique.

SOUS-TRAITANT : La MICRO- ENTREPRISE sous-traite la démarche auprès de la société Agence administrative SAS qui est un établissement secondaire de la société NAS auto. La société NAS auto dont l'agrément ANTS est le N°53467 possède l'habilitation sous le numéro 214358, cette habilitation est une autorisation d'accès au système d'immatriculation des véhicules (SIV), et permet de réaliser les démarches d'immatriculation et d'obtention de la carte grise pour le compte d'un particulier. La Société NAS auto, SAS au capital de 100 euros dont le siège social se trouve au 4 AV journet 13015 Marseille et immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 833 913 320 dont le numéro de siret est le 83391332000028. Le client donne Mandat à la société NAS auto afin d'effectuer la démarche auprès de l'administration publique.

Pour les besoins de ce traitement, il est entendu et accepté par le Client que la MICROENTREPRISE communique ses informations dans le cadre de la réalisation de la prestation à la société Administration SAS ainsi qu'à l'administration Publique.

1.4 Transmission d'informations aux partenaires

Dans le cadre de la vente de ses Prestations, la MICRO-ENTREPRISE est amenée à s'entourer de Partenaire afin de garantir le bon traitement des commandes et demandes de ces Clients. Ces Partenaires sont donc susceptibles de recevoir, de la part de la MICRO-ENTREPRISE , des informations nécessaires au traitement de leur commande.

Il est notamment porté à la connaissance de l'Acheteur qu'aux fins de permettre le traitement des commandes, au besoin, par le Partenaire, des informations le concernant sont susceptibles d'être

CGV

transmises, notamment, son nom, prénom, coordonnées de contact pouvant inclure son numéro de téléphone ainsi que son adresse e-mail ou postale en cas de besoin ainsi que toutes données relatives à la cession de son véhicule aux fins d'en permettre la déclaration.

1.5 Informations légales

Il est porté à la connaissance de l'acheteur les dispositions légales ci-après ;

En préambule, la MICRO-ENTREPRISE rappelle que :

- Au regard de l'article L. 410-2 du Code de Commerce selon lequel « les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence », les prix sont librement fixés par le SITE.
- Conformément à l'article L. 112-1 du Code de la Consommation, l'information précontractuelle du consommateur est respectée au regard du fait que le SITE indique à la fois le prix de la prestation fournie dans sa globalité, ainsi que le prix détaillé de chaque service composant le coût global de la prestation de services (voir tableau ci-après).
- Le montant du service est indiqué dans le site lors du paiement.
- Les prix et conditions de paiement ou de remboursement s'imposent au consommateur qui déclare avoir lu et accepté, sans réserve, les Conditions Générales de Vente et d'Utilisation du SITE.
- Conformément à l'article 1103 du Code Civil selon lequel « les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits » et qu'en conséquence, le contrat est formé dès le paiement du prix convenu.
- Lorsque la demande est relative à la fourniture de services (aide à la préparation du dossier personnalisé en vue de l'établissement de la déclaration de cession d'un véhicule par l'Agence Nationale des Titres Sécurisés [ci-après « L'ANTS »] et lorsque le dossier est complet, l'enregistrement des données fournies dans le Système d'Immatriculation des

CGV

Véhicules [ci-après « SIV »] ou auprès de l'ANTS, le paiement demandé entraîne l'exécution immédiate et pleine de 6 services selon les informations communiquées par le consommateur à l'ouverture de son compte à savoir :

– Étape 1 : **Préparation de l'enregistrement**, envoi d'un email incluant la liste personnalisée des documents à fournir dûment complétés et signés par le Client. Les documents doivent être complétés conformément champs d'informations des documents.

– Étape 2 : **Réception et archivage sécurisé du dossier**

– Étape 3 : **Contrôle de conformité du dossier**, incluant la vérification de chaque justificatif.

Si le dossier n'est pas conforme, la MICRO-ENTREPRISE adresse par email au Client une demande de régularisation de la non-conformité constatée. Dès la non-conformité régularisée par le Client, la MICRO-ENTREPRISE passe à l'étape D,

– Étape 4 : **Envoi du dossier à la SOCIETE AGENCE ADMINISTRATIVE SAS afin qu'elle procède à l'enregistrement des données dans le SIV ou ANTS/archivage du dossier**

_ Étape 5 : Si l'enregistrement dans le SIV ou ANTS s'avère impossible, la MICROENTREPRISE adresse par courriel au client des explications sur le rejet dudit dossier et l'informe des éventuelle(s) solution(s) qui s'offrent à lui.

L'ensemble de ces diligences ci-dessus listées seront réalisées par le personnel du SITE avec l'aide d'outils informatiques performants et adaptés. Ces prestations sont rendues automatiquement dès le paiement et constituent une succession de prestations exécutées au sens de l'article L 221-28 précité. Elles sont suivies, après la réception des documents demandés, de l'examen particulier de chaque dossier par du personnel qualifié.

De surcroît, le SITE n'a l'obligation d'enregistrer les données et d'envoyer les documents que si le dossier personnalisé est complet. Il est en effet rappelé que la MICRO-ENTREPRISE ainsi que le prestataire AGENCE ADMINISTRATIVE SAS n'ont aucune obligation de moyen quant à la l'enregistrement de la déclaration de cession du véhicule par l'ADMINISTRATION, qui est maître de ses décisions et actes.

Enfin, en cas d'application du délai de rétractation par le consommateur qui a demandé que la prestation de services débute avant l'expiration du délai de 14 jours, et ce, conformément aux articles L 221-18, 221-21, 221-25 et 221-28 du Code de la Consommation, il ne pourra lui être remboursé que le coût des prestations non fournies à cette date.

1.5.1 Paiement

Article L132-2 (Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 34 Journal Officiel du 16 novembre 2001)

CGV

L'ordre ou l'engagement de payer donné au moyen d'une carte de paiement est irrévocable. Il ne peut être fait opposition au paiement qu'en cas de perte, de vol ou d'utilisation frauduleuse de la carte ou des données liées à son utilisation, de redressement ou de liquidation judiciaires du bénéficiaire.»

1.5.2 Rétractation

En vertu de l'article L121-20 du Code de la consommation, le consommateur dispose d'un délai de 14 (quatorze) jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles [L. 221-23](#) à [L. 221-25](#). Le délai mentionné au premier alinéa court à compter du jour : 1° De la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article [L. 221-4](#);

L'Acheteur dispose d'un délai de 14 jours ouvrables à compter de la livraison de leur commande pour exercer son droit de rétractation et ainsi faire retour du produit au vendeur pour échange ou remboursement sans pénalité, à l'exception des frais de retour.

- Tous les détails apportés par la page Politique de remboursement font foi dans les CGV. Nous vous invitons fortement à les consulter.
- L'Acheteur a la possibilité de recourir à un médiateur de la consommation dans les conditions prévues au titre du 1er livre VI du code de la consommation et les coordonnées du ou des médiateurs de la consommation compétents.

1.5.3 Exception

Le droit de rétractation ne peut être exercé», notamment pour «... les prestations de services de loisirs fournies à une date ou selon une périodicité déterminée (billet de train, de spectacle, voyage à forfait, location d'hôtel, saut en parachute...) ... »

En sus, le droit de rétractation ne s'applique pas notamment à :

- La livraison de produits qui ne peuvent pas être retournés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé, si vous les avez descellés ou bien, qui ont, après avoir été livrés, été mélangés de manière indissociables avec d'autres articles ;
- La livraison d'enregistrements audio ou vidéos ou de logiciels informatiques lorsque vous les avez descellés après la livraison ;
- La livraison de produits qui ont été confectionnés selon vos spécifications ou nettement personnalisés ;
- La fourniture de produits susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement ;
- La fourniture de services pleinement exécutés par la MICRO-ENTREPRISE pour lesquels vous avez accepté au moment de la passation de votre commande que nous commençons leur exécution, et renoncé à votre droit de rétractation ;

CGV

- La fourniture de journaux, périodiques ou magazines à l'exception des contrats d'abonnement à ces publications ; et

1.5.4 Prise d'effet du contrat

Le contrat de vente prend effet immédiatement après la validation et acceptation du paiement de l'Acheteur, à compter du paiement, le Client accepte de perdre le droit au délai de rétractation en considération de la fourniture des services exécutés par la MICRO-ENTREPRISE pour lesquels il a accepté au moment de la passation de la commande que leur exécution débute sans délai, qu'il ainsi renoncé à votre droit de rétractation

1.5.5 Protection de la réputation et e-réputation

Toute personne physique ou morale, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE ou non du SITE et/ou des SERVICES proposés par la MICRO-ENTREPRISE et/ou par la PLATEFORME, qui par ses propos tenus oralement, par vidéo ou par écrit, ou par n'importe quel autre moyen, sur quelques supports ou par quelque procédé que ce soit, y compris sur des réseaux sociaux ou sur des forums ouverts ou fermés, et/ou qui aurait un comportement, direct ou indirect, de nature à porter atteinte à l'image et/ou à la réputation du SITE et/ou de la MICRO-ENTREPRISE et/ou à la MARQUE «Portail-declaration-cession.fr », que ces propos ou comportements soient tenus en public ou en réseau(x) privé(s) néanmoins accessible(s) à des tiers du fait de sa diffusion, même involontaire ou indirecte par un membre du réseau, pourra faire l'objet de poursuites individuelles ou collectivement avec d'autres, y compris sur le plan judiciaire, devant toute juridiction compétente, aux fins de voir supprimer toute atteinte, et réparer le dommage causé à la MICRO-ENTREPRISE , qu'il soit moral ou financier.

Qu'il est entendu et expressément convenu entre les Parties que chacune fera son affaire de régler d'éventuels litiges dans le cadre d'une procédure amiable avant toute tentative de règlement par voie judiciaire. Que dans l'éventualité de la survenance d'un litige, les parties feront leur affaire de maintenir des relations cordiales et saines sans que l'une ou l'autre ne puisse volontairement, par omission ou erreur, causé un tort à l'autre partie. Les litiges seront réglés dans l'intimité de la relation contractuelle et ne seront, sous peine de poursuites, révélée au grand public, exception faite des professionnels ayant besoin d'en connaître pour participer activement à la résolution du litige.

Chaque partie fera son affaire de respecter la présomption d'innocence de l'autre partie ainsi que des droits de la défense. Aucune publication sur quelque support que ce soit, en quelque temps que ce soit et pour quelque motif que ce soit ne devra être rendue public si celle-ci pouvait cause, à l'une ou l'autre partie, un dommage de quelque nature que ce soit.

1.6 SAV et règlement des litiges

Le service après-vente, dit « SAV », se fait par mail à l'adresse contact@portail-declarationcession.fr du site du lundi au vendredi de 9h à 17h.

CGV

« Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du code de la consommation, nous proposons un dispositif de médiation de la consommation.

L'entité de médiation retenue est : CNPM MÉDIATION CONSOMMATION.

En cas de litige, vous pouvez déposer votre réclamation sur son site : <https://cnpmmédiationconsommation.eu> ou par voie postale en écrivant à CNPM MÉDIATION CONSOMMATION - 27, avenue de la Libération - 42400 Saint-Chamond »

La MICRO-ENTREPRISE vous informe de l'existence de la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges, destinée à recueillir les éventuelles réclamations issues d'un achat en ligne des consommateurs européens et de les transmettre aux médiateurs nationaux compétents :

Cette plate-forme est accessible à l'adresse : <https://ec.europa.eu/consumers/odr/>

A défaut d'un règlement amiable, les tribunaux français seront seuls compétents.

2 Commande

L'Acheteur peut passer commande sur le Site du Vendeur.

Toute commande d'un Produit proposé sur le Site suppose la consultation et l'acceptation pleine et entière des présentes CGV, sans toutefois que cette acceptation soit conditionnée par une signature manuscrite de la part de l'Acheteur ou bien encore une communication orale de ce dernier. L'acceptation des présentes CGV est automatique et irréfutable à compter de la commande d'un Produit.

La prise de commande sur le Site est soumise au strict respect des présentes CGV.

La commande est concrétisée, en ligne, par une succession de différents écrans sur lesquels sont indiquées les différentes phases que l'Acheteur doit suivre pour valider sa commande auprès du Vendeur.

2.1 Lutte contre la fraude

Dans le cadre d'une politique de lutte contre la fraude, la Plateforme se réserve le droit, suite à toute commande passée sur le Site, de demander à l'Acheteur toute pièce justificative afin de pouvoir valider sa commande.

Dans ce cas, l'Acheteur recevra un courriel l'informant que sa commande fait l'objet d'une vérification et sera alors invité à fournir les pièces justificatives nécessaires à la validation.

L'absence de réponse de l'Acheteur à une demande de ce type dans un délai de 5 jours suivant la demande formulée par la Plateforme entraînera automatiquement l'annulation de la commande concernée, et ce sans aucune possibilité de réclamation ultérieure.

Les comptes clients impliqués dans les infractions supposées ou avérées pourront également faire l'objet d'un blocage temporaire ou définitif.

CGV

3 Prix

La Plateforme se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment, tout en garantissant à l'Acheteur l'application du prix en vigueur au jour de la commande.

3.1 Politique de remboursement

En accord avec les articles L. 221-18, 221-21, 221-25 et 221-28 du Code de la Consommation précités, le montant des remboursements dus au Client correspondra à l'état d'avancement du dossier traité par la MICRO-ENTREPRISE .

Ledit état d'avancement du dossier, tel que décomposé au sein du présent article, sera indiqué sur l'Espace Utilisateur du Client.

3.2 Frais de services : prestations principales

La prestation fournie par la MICRO-ENTREPRISE consiste à simplifier la gestion préparatoire de votre dossier et d'assurer un contrôle de la conformité dudit dossier afin de le rendre conforme aux exigences de l'ANTS.

Dès le paiement, l'Espace Utilisateur permet notamment d'accéder immédiatement à la liste personnalisée des documents à fournir selon votre situation, à l'étape correspondant à la prestation ainsi qu'aux CERFA obligatoires en partie remplis, à signer.

À réception du dossier complet et conforme, la MICRO-ENTREPRISE communique par voie dématérialisée le dossier du CLIENT à la SOCIETE AGENCE ADMINISTRATIVE SAS qui procède à l'enregistrement de la demande sous 24h dans le Système d'Immatriculation des Véhicules (ou auprès de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés).

L'ensemble des services fournis par la MICRO-ENTREPRISE ainsi que le détail – à titre purement indicatif - de la tarification de ces prestations sont détaillés ci-dessous :

Prix de la prestation : 59,00€ TTC (dont 9,83 EUR de TVA)

1. Préparation de l'enregistrement / Dossier Préparatoire (15,00 EUR HT)
2. Contrôle de conformité du dossier** (10,83 EUR HT)
3. Transmission du dossier auprès de l'Agence ADMINISTRATIVE SAS (12,50 EUR HT)
4. Suivi de la procédure auprès de l'agence ADMINISTRATIVE SAS en charge de la procédure d'enregistrement auprès de l'ANTS / archivage du dossier OU (5) envoi d'un email explicatif en cas d'impossibilité*** (10,83 EUR HT)

CGV

* Liste personnalisée des documents à fournir, cerfas appropriés en partie pré-complétés **
Vérification de chaque justificatif. Si le dossier n'est pas conforme, la MICRO-ENTREPRISE adresse par email au Client une demande de régularisation de la non-conformité constatée. Dès la non-conformité régularisée par le Client, la MICRO-ENTREPRISE passe à l'étape 5. *** Si l'enregistrement dans le SIV ou ANTS est impossible, la MICRO-ENTREPRISE adresse par email au client des explications et les éventuelle(s) solution(s) qui s'offrent à lui.

3.3. Frais de service : prestations facultatives

La PLATEFORME « Portail-declaration-cession.fr » propose également un ensemble de services facultatifs pour l'UTILISATEUR.

d4 Droits de propriété intellectuelle

Les éléments reproduits (notamment, les marques et l'ensemble des illustrations, images et logotypes, photographies) sur le Site sont la propriété exclusive du Vendeur et en ce sens sont protégés par le droit d'auteur, le droit des marques et le droit des brevets le cas échéant. Toute reproduction totale ou partielle, modification ou utilisation de ces marques, illustrations, images et logotypes ou tout contenu graphique, pour quelque motif et sur quelque support que ce soit, sans accord exprès et préalable du Vendeur, est strictement interdite.

Il en est de même de toute combinaison ou conjonction avec tout autre marque, symbole, logotype et plus généralement tout signe distinctif destiné à former un logo composite. Il en est de même pour tout droit d'auteur, dessin, modèle et brevet qui sont la propriété exclusive du Vendeur.

5 Réclamation et règlement des litiges

Toute réclamation doit être adressée au Vendeur par email via le formulaire de contact disponible sur le Site dans un délai raisonnable.

À défaut de réponse du Vendeur, dans un délai de soixante (60) jours, ou si la réponse transmise par la Plateforme ne satisfait pas aux attentes de l'Acheteur, ce dernier est informé qu'il peut saisir, gratuitement, un médiateur de la consommation dans les conditions prévues au titre du 1er livre VI du code de la consommation et les coordonnées du ou des médiateurs de la consommation compétents.

Dans l'hypothèse d'un litige à naître, il est expressément convenu que ce contrat a été rédigé et devra être analysé conformément au droit français. Dans l'hypothèse où le litige entre la Plateforme et l'Acheteur/le Bénéficiaire n'a pas pu être résolu à l'amiable, la Partie la plus diligente adresse, préalablement à toute saisine d'une juridiction, une lettre de mise en demeure comportant les griefs reprochés à l'autre Partie.

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'exécution des présentes, la juridiction compétente sera celle désignée par application des règles de droit commun.

CGV

6. Limitation et exclusion de responsabilité

Le Partenaire s'oblige à respecter la confidentialité du traitement des données personnelles dont il sera destinataire lorsque les données du client Client lui seront transmises dans le cadre de la Prestation réalisée par la MICRO-ENTREPRISE . Il se refuse à tout usage frauduleux ou illicite de ces dernières. En cas d'usage incorrect, illégal ou litigieux des données des utilisateurs, le Partenaire est informé, comprend et accepte qu'il soit seul tenu pour responsable du traitement qu'il aura, lui-même, fait des données dont il aura été rendu destinataire.

Ce faisant, le Partenaire s'engage à respecter toutes les règles du droit positif ainsi que les évolutions législatives en la matière. Il s'oblige donc à se tenir informé et à jour des normes encadrant la confidentialité des données de ses utilisateurs.

Le Partenaire s'oblige à mettre en œuvre les meilleurs moyens dans le cadre de la protection de la vie privée et de garantir l'application des dispositions légales ; la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement général sur la Protection des Données » ou « RGPD »).

Le Partenaire est informé que le Vendeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable du traitement fait, des données personnelles, par le Partenaire. Le Partenaire demeure seul responsable d'assurer la sécurité du traitement du stockage et de l'usage des données afin d'assurer, aux utilisateurs de son site internet, le respect de leurs droits.

Que considérant ce qui a été précédemment exposé, il est entendu entre les Parties que le Vendeur ne saura et ne pourra être tenu pour responsable de manquements de la part du Partenaire chargé du traitement des données ainsi que de la réalisation d'une tout ou partie de la prestation commandée.

Il est entendu qu'à compter de l'instant où le Vendeur aura fait son affaire de transmettre, au Partenaire, les données nécessaires au bon traitement de la Prestation, que ce dernier verra sa responsabilité exclue de plein droit contre toute réclamation du Client en cas d'inexécution totale, partielle ou retardée de la bonne exécution de sa Prestation.

Considérant ce qui a été exposé, il est entendu entre les Parties que le Vendeur, la MICROENTREPRISE ne pourront solidairement être tenus de répondre des erreurs, inactions ou omission du ou des Partenaires à qui ils confient tout ou partie de l'exécution des Prestations commandées par le Client, ou bien encore, mais sans s'y limiter, du traitement qui pourrait être fait des données transmises au Partenaire.

Afin de permettre le traitement d'une éventuelle réclamation, le Vendeur s'engage à fournir, au Client, les données nécessaires pour entrer en contact avec le Partenaire.

Qu'il est également entendu que la MICRO-ENTREPRISE ne saura et ne pourra être tenue pour responsable de tout manquement, retard, non-exécution, mauvaise exécution, exécution partielle ou tout défaut d'un partenaire ou prestataire extérieur à la MICRO-ENTREPRISE dans le cadre de la réalisation de la Prestation par le prestataire AGENCE ADMINISTRATION SAS ou bien encore l'administration publique.

CGV

7. Autres

7.1 Force majeure

En cas d'impossibilité de l'exécution totale ou partielle des Prestations due à un évènement entendu comme un cas de force majeure par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français, aucune des Parties ne saurait être tenue pour responsable. Les obligations respectives des Parties seront, dans un premier temps, suspendues pendant la durée de l'existence de la force majeure, à l'exception des obligations pouvant survivre. Au cas où la suspension excéderait un délai de trente (30) jours, les présentes pourront être résiliées de plein droit à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties.

7.2 Vices de consentement

Le consentement respectif des Parties, dans les CGV et Devis ainsi que dans tout autre Accord relatif aux Prestations acceptées dans les présentes CGV et Devis, doit être libre et éclairé. Conformément à l'article 1130 du Code civil, les Parties conviennent que le consentement n'est pas libre lorsqu'il est contraint par la violence ni éclairé lorsqu'il a été donné par erreur ou surpris par le dol. En particulier, le fait pour l'une des Parties d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres, mensonges ou tromperies, sans lesquelles le consentement n'aurait pas été donné, constitue un dol, emportant nullité relative du contrat au terme de l'article 1131 du même Code et ouvrant directement le droit, pour la Partie viciée, à obtenir des dommages-intérêts à titre d'indemnisation (article 1240 du Code civil).

Le montant des dommages-intérêts s'élève au montant de la prestation initialement prévue. Le cas échéant, l'évaluation des dommages-intérêts comprendra également le montant correspondant au préjudice moral subi (atteinte à la réputation et/ou à l'image), le montant correspondant au manque à gagner (éventuelle annulation de contrats futurs) et le montant correspondant à la perte de chance de contracter de manière effective.

7.3 Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent expressément qu'elles n'ont aucun droit, quel qu'il soit et à quelque titre que ce soit, sur la dénomination sociale, les logos ou les marques qui sont la propriété exclusive de l'autre Partie.

Chacune des Parties fera son affaire personnelle de l'exploitation de son activité, de toute autorisation et/ou licence de la part des autorités administratives ou autres, pour se conformer aux lois, règlements et normes en vigueur qui leur sont applicables.

7.4 Confidentialité

Chaque Partie reconnaît le caractère confidentiel des informations qui lui sont transmises par l'autre Partie dans le cadre de l'exécution des Prestations (ci-après les « Informations ») et s'engage à une obligation stricte de confidentialité les concernant.

CGV

En conséquence, la Partie réceptrice s'engage à n'utiliser les Informations qui lui auront été communiquées qu'aux seules fins de l'exécution des Prestations et reconnaît que ces Informations restent, en tout état de cause, la propriété exclusive de la Partie émettrice.

Cet engagement de confidentialité reste valable pendant toute la durée d'exécution des Prestations et pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de la complète réalisation des Prestations.

7.5 Subrogation

Pour permettre la poursuite de ses activités en cas de modification substantielle de sa forme juridique et/ou capitalistique et/ou en cas de réorganisation de ses activités, chacune des Parties aura la faculté de substituer une ou plusieurs de ses filiales ou affiliées ainsi que sa MICROENTREPRISE mère et/ou toutes MICRO-ENTREPRISE s du Groupe auquel elle appartient dans tout ou partie des droits et obligations prévus aux présentes. Chaque Partie pourra également céder tout ou partie des droits et obligations qui lui sont dévolus aux termes des présentes à ses filiales ou affiliées existantes ou à constituer ainsi qu'à sa MICRO-ENTREPRISE mère et/ou à toutes MICRO-ENTREPRISE s du Groupe auquel il appartient. Cette cession produira son effet à l'égard du Client sous réserve qu'elle lui ait été notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Dans les cas susmentionnés, la Partie concernée restera garante du respect de l'exécution des droits et obligations ainsi transférés. On entend par les termes « filiale » ou « affiliée » toute MICRO-ENTREPRISE détenue en totalité ou en partie par la Partie et/ou le Groupe auquel elle appartient. De même, chaque Partie pourra céder et/ou transférer, tout ou partie des droits et obligations qui lui sont dévolus aux termes des présentes à tous tiers de son choix. Il est précisé que le tiers cessionnaire sera seul garant envers l'Acheteur du respect de l'exécution desdits droits et obligations nés des engagements signés entre la Partie et l'Acheteur.

7.6 Données à caractère personnelles

La MICRO-ENTREPRISE s'engage à préserver la confidentialité des informations fournies par l'acheteur, qu'il serait amené à transmettre pour l'utilisation de certains services.

Toute information le concernant est soumise aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978. À ce titre, l'internaute dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations le concernant. Il peut en faire la demande à tout moment par mail ou grâce au formulaire de contact présent sur le site.

7.7 Obligations des parties

Il est entendu entre les parties que passé un délai de 30 jours après la date de paiement par carte bancaire sur la PLATEFORME, tout dossier resté incomplet et non conforme, pourra être considéré comme abandonné et annulé, ne sera donc pas traité.

Partant, il appartient à l'ACHETEUR de renseigner correctement et lisiblement les informations relatives au DOSSIER, en utilisant les champs prévus à cet effet et en produisant des documents exploitables et lisibles.

CGV

La MICRO-ENTREPRISE ou ces partenaires ne pouvant être considérées responsable des erreurs commises ou des manquements de l'ACHETEUR.

La commande fera systématiquement l'objet d'une confirmation par courrier électronique au sein duquel seront de nouveau communiquées les Conditions Générales de Vente, à l'adresse indiquée lors de la commande. Pour le suivi de sa commande ou toute éventuelle réclamation, l'ACHETEUR pourra s'adresser au service clientèle à l'adresse électronique suivante : contact@portaildeclarationcession.fr.

La MICRO-ENTREPRISE se réserve le droit de refuser la commande d'un ACHETEUR avec lequel existe un différend relatif à l'exécution ou au paiement d'une commande antérieure. Par la réalisation des actions énoncées ci-dessus, et sous réserve de la réception d'un dossier complet, l'ACHETEUR donne mandat express à la MICRO-ENTREPRISE de transmettre le dossier de l'ACHTEUR qui à son tour l'AGENCE ADMINISTRATION SAS pour transmettre le dossier complet à l'ADMINISTRATION.

7.8 Obligations du Prestataire

La MICRO-ENTREPRISE s'engage, dès le paiement du prix de sa prestation, et sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours mentionné à l'article L. 221-18 du Code de la Consommation si l'ACHETEUR a donné son accord exprès préalable dans le but d'accélérer le traitement de son dossier, ou après l'expiration de ce délai s'il n'a pas donné son accord, à lui transmettre par retour de courriel, à l'adresse qu'il aura préalablement indiquée, l'ensemble des informations, documentations et instructions utiles et nécessaires à la constitution de son dossier.

Cette phase constituée par le traitement automatisé des données, l'analyse des informations reçues et l'envoi des informations, documentations et instructions utiles et nécessaires à l'exécution de sa demande, représente d'ores et déjà, au sens des dispositions de l'Art. L 221-25 du Code de la Consommation, l'essentiel du service fourni par la MICRO-ENTREPRISE au bénéfice de l'ACHETEUR.

La MICRO-ENTREPRISE s'engage, dès que le dossier de l'ACHETEUR est complet et conforme, à le transmettre au plus tard sous 24 heures, à l'AGENCE ADMINISTRATION SAS qui elle le transmet à l'ADMINISTRATION compétente.

Toutefois, la MICRO-ENTREPRISE ne saurait être tenue pour responsable,

- ni d'un refus de traitement par l'Administration pour quelque raison que ce soit, par exemple liée au contenu des documents ou aux informations erronées communiquées par l'ACHETEUR, dont la MICRO-ENTREPRISE ne pouvait soupçonner l'existence,

CGV

- ni du délai ou du retard mis par l'Administration ou de la société AGENCE ADMINISTRATIVE SAS dans le traitement du dossier de l'ACHETEUR.

En cas de refus de traitement par l'Administration, l'ACHETEUR devra seul contacter le service compétent, et si nécessaire, lui transmettre par ses moyens propres et à ses frais, toute réclamation ou tous documents rectifiés ou complémentaires utiles à un nouvel examen et/ou au traitement de son dossier.

La MICRO-ENTREPRISE s'engage, en cas d'erreur de sa part, à prendre en charge le dossier de correction et à assurer le suivi de la demande auprès de la société AGENCE ADMINISTRATIVE SAS.

7.9 Obligations du Client

Le Client s'engage à fournir et maintenir une adresse électronique valide tout au long de la procédure. Si Le Client devait être amené à changer ladite adresse mail, il s'engage à en informer la PLATEFORME sans délai.

Le Client s'engage également à fournir les informations requises et renseigner les éléments du dossier comme suit :

7.9.1 En s'assurant de la pertinence et de la véracité des informations fournies et des documents transmis, ainsi que de leur conformité aux textes et lois en vigueur, dont il assume seul la responsabilité en cas de défaut, d'erreur ou d'irrégularité.

7.9.2 En transmettant un dossier complet et conforme à la liste des documents demandés depuis la rubrique « Mon compte » du SITE.

8. Précisions tenant aux modalités de règlement

Les prix mentionnés sur la PLATEFORME sont indiqués en EURO et toutes taxes comprises (TVA au taux en vigueur au jour de la commande).

Tout changement du taux de la TVA sera répercuté sur les prix des services ou produits proposés par la PLATEFORME.

Conformément aux dispositions des articles L. 131-35 et L. 163-1 à 12 du Code Monétaire et Financier, les services ou produits proposés par la PLATEFORME doivent être réglés par carte bancaire.

Il en sera d'ailleurs de même dans l'éventualité d'une opposition non justifiée et/ou d'agissement frauduleux de l'ACHETEUR après un paiement par carte bancaire.

Dans cette situation, le compte de l'ACHETEUR sera débité lors de la commande du ou des services ou produits proposés par la PLATEFORME.

CGV

9. Résiliation et rétractation

Il est rappelé au Client les dispositions ci-après :

9.1 Prestations de services

En application de l'article L 221-25 du Code de la Consommation, la PLATEFORME peut recueillir la demande de l'ACHETEUR qui souhaite expressément que l'exécution de la prestation de service débute sans attendre l'expiration du délai de rétractation de 14 jours, soit immédiatement après le paiement par carte bancaire sur la PLATEFORME. L'ACHETEUR est informé que conformément aux dispositions légales en vigueur, s'il exerce le droit de rétractation mentionné à l'article L 221-25 précité, alors que la prestation de services a commencé, avec son accord exprès préalable, il sera tenu de verser à la PLATEFORME un montant correspondant au service déjà fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter, dont le détail est mentionné à l'article 3.1 ci-dessous. (Article L 221-25 du Code de la Consommation)

L'ACHETEUR est également informé que conformément aux dispositions légales en vigueur, s'il a donné son accord exprès préalable pour que la prestation de services commence avant l'expiration du délai de rétractation de 14 jours, et que cette prestation est pleinement exécutée avant la fin de ce délai, il ne pourra plus exercer son droit de rétractation, même si ce délai n'est pas expiré en totalité, et sera tenu de verser à la MICRO-ENTREPRISE l'intégralité du montant correspondant au service accompli, dont le coût est mentionné à l'article 3.1 ci-dessous. (Article L 221-28 du Code de la Consommation)

En cas d'annulation de la commande, lorsque l'ACHETEUR a renoncé à son droit de rétractation, aucune des prestations décrites à l'Article 3.2. des présentes C.G.V. ne sont sujettes à remboursement.

9.2 Rétractation

Dans l'éventualité où l'ACHETEUR ne souhaiterait pas voir l'exécution de la prestation de service débiter immédiatement après le paiement sur la PLATEFORME, ce dernier peut, en application de l'Art. L 221-21 du Code de la Consommation, exercer son droit de rétractation.

Pour ce faire, l'ACHETEUR doit en informer la PLATEFORME par l'envoi, avant l'expiration du délai de 14 jours, d'un simple email à contact@portail-declaration-cession.fr ou en nous contactant par tchat (bouton en bas à droite sur toutes les pages du site) par tout autre moyen dénué de toute ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter. (Art. L 221-21 du Code de la Consommation)

Un formulaire type de rétractation est d'ailleurs disponible à cette adresse : <https://www.servicepublic.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R38397>

CGV

10. Responsabilité

Qu'il est rappelé aux parties les dispositions suivantes :

La MICRO-ENTREPRISE , dans le processus de vente en ligne, n'est tenu que par une obligation de moyen.

Le bon fonctionnement du service implique l'utilisation de réseaux de communication.

Si la MICRO-ENTREPRISE s'engage à faire tout son possible pour assurer le bon fonctionnement du SITE via cette chaîne d'intervenants de manière continue, elle ne pourra toutefois pas être tenue pour responsable d'éventuelles défaillances ou de dysfonctionnements de celle-ci.

De même, si la PLATEFORME peut être visitée, utilisée et/ou lue sur tous supports adaptés (ordinateur, tablette, smartphone), la MICRO-ENTREPRISE ne saurait être tenue pour responsable des erreurs ou de l'impossibilité d'utilisation du SITE même temporairement, en lien ou comme conséquence d'un défaut, d'une défaillance ou d'un dysfonctionnement du support choisi par l'ACHETEUR.

L'ACHETEUR est le seul responsable de la pertinence et de la qualité des informations qu'il a fournies ainsi que de l'opportunité d'utiliser les services et produits proposés par la PLATEFORME au regard de sa situation particulière.

La MICRO-ENTREPRISE ne peut en aucun cas garantir une issue favorable à l'ACHETEUR dans le cadre de la procédure entreprise, auprès de l'ADMINISTRATION, qui peut accepter ou refuser, totalement ou partiellement, de faire droit aux demandes qui lui sont soumises, en totale indépendance, au regard de la loi et de ses attributions, sans que la responsabilité de la MICROENTREPRISE et/ou du SITE ou des partenaires ne puisse être recherchée à quelque titre que ce soit.

L'ACHETEUR reconnaît que la MICRO-ENTREPRISE ou sont prestataire la société AGENCE ADMINISTRATIVE SAS n'est tenue que par une obligation de moyen, sa responsabilité ne pouvant être engagée pour un dommage résultant de l'utilisation du réseau Internet tel qu'un dysfonctionnement inhérent aux services informatiques préfectoraux, perte de données, intrusion, virus, rupture du service, ou autres problèmes involontaires et indépendants de ses services.

La MICRO-ENTREPRISE n'édite ni ne délivre de certificat d'immatriculation, et ne peut donc pas être tenue responsable des délais d'enregistrement et de traitement imposés par l'ADMINISTRATION ou des délais d'envoi ou encore d'erreurs éventuelles commises par cette dernière.

Toute tentative de mise en œuvre par l'ACHETEUR de la responsabilité de la MICROENTREPRISE devra faire l'objet de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée à :

CGV

A.PIERCE

2 rue du chemin Vert, 92600 Asnières sur Seine

Cette lettre devra être motivée et accompagnée s'il y a lieu de pièces justificatives en photocopies. La MICRO-ENTREPRISE ne saurait en aucune circonstance encourir de responsabilité au titre des dommages indirects, qui incluent notamment tout préjudice moral ou financier, pertes de données, ainsi que toute action dirigée contre l'ACHETEUR par un tiers.

En cas de rejet de sa demande par l'Administration, l'ACHETEUR s'engage à en avvertir la PLATEFORME au plus tard sept (7) jours après la réception de cette information, à l'adresse email suivante : contact@portail-declaration-cession.fr

11. Archivage de données et modalité de preuve

La MICRO-ENTREPRISE archivera les bons de commandes, les factures et toutes pièces utiles à la réalisation de la PRESTATION sur un support fiable et durable constituant une copie fidèle conformément aux dispositions de l'article 1379 du Code civil.

Les registres informatisés de la MICRO-ENTREPRISE seront considérés par les parties comme preuve des communications, commandes, paiements et transactions intervenus entre les parties.

12. Données à caractère personnel

Il est rappelé aux Parties et plus particulièrement au CLIENT le sort des données à caractère personnel tel qu'exposé au 7.6 :

La MICRO-ENTREPRISE est responsable du traitement des données des ACHETEUR ou des simples internautes ayant transmis certaines de ses données personnelles à LA PLATEFORME, qui ont été collectées dans le respect des dispositions légales de la loi française dite « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978 modifiée sous le contrôle de la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL), et plus généralement de la Directive Européenne n° 95/46/CE du 24 octobre 1995 sur la Protection des données à caractère personnelles.

Transmission des données personnelles à des tiers

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que la MICRO-ENTREPRISE se réserve le droit d'utiliser les données collectées à des fins de gestion des fichiers de ses clients et des prospects (conformément à la Norme Simplifiée n°48 adoptée par délibération de la CNIL du 21 juillet 2016), mais également à des fins de prospections commerciales par tous tiers, et accepte à ce dernier titre, de recevoir de la publicité de tiers, notamment des PARTENAIRES de la MICRO-ENTREPRISE .

Droit d'accès, de rectification et d'opposition

CGV

Conformément aux dispositions de l'Art. 38 de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que toute personne physique justifiant de son identité peut exercer un droit d'accès, de rectification et/ou d'opposition au traitement de ses données et/ou à l'utilisation de ses données à des fins de prospections commerciales :

- soit dès la communication des données en cochant la case prévue à cet effet,
- soit postérieurement en demandant au responsable du traitement des données de rectifier, compléter, mettre à jour, limiter l'accès ou supprimer tout ou partie des données collectées la concernant, par courrier ou à l'adresse suivante : contact@Portail-Portaildeclarationcession.fr.

Mise à jour des données personnelles

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE s'engage à assurer, si nécessaire, la mise à jour des informations personnelles le concernant, lesquelles doivent avoir été données avec exactitude, et sous sa seule responsabilité.

Utilisation de liens hypertexte

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que les liens hypertextes contenus dans la SITE afin de lui permettre d'être dirigé vers des sites internet exploités par des tiers, ne sont fournis qu'à titre indicatif, et que la MICROENTREPRISE ne saurait à aucun moment et pour quelque cause que ce soit, voir engager sa responsabilité, particulièrement en matière de protection des données à caractère personnel, pour le cas où les tiers exploitants du ou des sites consultés, porteraient une atteinte quelconque aux droits ou aux biens ou à la personne de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE .

Cookies et traceurs

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé de la possible utilisation de fichiers de repérage et de stockage d'informations dits « Cookies » ou « traceurs » (ci-après indifféremment « les COOKIES ») :

- par la PLATEFORME, notamment aux fins de facilitation de l'accès, d'amélioration de la qualité de la navigation et des fonctionnalités du SITE,

CGV

- par des site tiers, notamment à des fins statistiques (Google), ou d'hébergement (LWS) ou de partage de réseaux (Facebook, Twitter, Instagram)

Les COOKIES utilisés par la PLATEFORME sont réservés à un strict usage interne, et les informations collectées ne seront jamais transmises à des tiers, sauf autorisation expresse de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

Conformément aux lois en vigueur sur la protection des données personnelles, notamment la Directive Européenne n° 2009/136/CE du 25 novembre 2009, apportant modification de l'Art. 5 (3) de la Directive n° 2002/58/CE et l'Art. 32-II de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il peut s'opposer à tout moment à l'enregistrement des COOKIES ou les supprimer selon les modalités généralement mentionnées sous l'onglet « en savoir plus » lors de l'apparition d'un bandeau d'information sur la présence de COOKIES, ou en se rapportant aux manuels d'utilisation du navigateur habituel ou de l'ordinateur.

Certains COOKIES sont toutefois indispensables au bon, fonctionnement du SITE pour répondre à la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE et peuvent être mis en œuvre sans autorisation préalable, et ne peuvent pas être modifiés ou supprimés (accès au panier, accès à l'espace personnel, etc. ..) sans risquer de perturber ou d'empêcher la réalisation de la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

Réseaux sociaux

La PLATEFORME n'utilise aucun lien (« plug-in ») permettant un accès direct à des réseaux sociaux, comme ceux de Facebook, Twitter ou Instagram. Il n'est donc pas forcément indispensable de se déconnecter du réseau social avant de visiter la PLATEFORME pour éviter la collecte d'informations vous concernant par ce réseau. Toutefois, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est avisé qu'il est conseillé de se déconnecter préalablement des réseaux pour éviter ou réduire le risque d'une appréhension de données personnelles, ce dont la MICRO-ENTREPRISE ne pourra pas être tenue pour responsable.

13. Données à caractère personnel – protection – cookies

La MICRO-ENTREPRISE est responsable du traitement des données des ACHETEURS ou de simples internautes ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE de la PLATEFORME, qui ont été collectées dans le respect des dispositions légales, et particulièrement de la loi française dite « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978 modifiée sous le contrôle de la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL), et plus généralement du Règlement Général sur la

CGV

Protection des Données (ci-après « RGPD ») du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 (abrogeant la Directive Européenne n° 95/46/CE du 24 octobre 1995 sur la Protection des données à caractère personnelles).

Finalité et types de données collectées et traitées, transmission des données personnelles à des tiers

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il est libre de ne pas communiquer des informations personnelles le concernant, mais il reconnaît qu'en pareille hypothèse, le défaut d'une ou plusieurs informations peut gêner ou empêcher la PLATEFORME d'exécuter tout ou partie de ses obligations.

En ce sens, le recueil de données personnelles a pour finalité première l'intérêt légitime de la PLATEFORME à assurer la meilleure qualité de ses PRESTATIONS, et leur amélioration.

Seules, parmi les données collectées, figurent celles qui ont un rapport direct et immédiat au service attendu, tel que les informations sur l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE (nom, adresse, moyen de paiement, adresse IP, etc. ..).

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est ainsi informé que la PLATEFORME se réserve le droit d'utiliser les données collectées à des fins de gestion des fichiers de ses clients et des prospects (conformément à la Norme Simplifiée n°48 adoptée par délibération de la CNIL du 21 juillet 2016), mais également, sous la réserve de son accord préalable et expresse, sous la forme d'une « case à cocher » et/ou d'un « formulaire à remplir », d'utiliser ces données à des fins de prospections commerciales par tous tiers, et accepte à ce dernier titre et de ce fait, de recevoir de la publicité de tiers, notamment des PARTENAIRES de la MICRO-ENTREPRISE .

Droit d'accès, de rectification, de mise à jour, de verrouillage ou d'effacement, de retrait ou de limitation

Conformément notamment, aux dispositions de l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et des articles 15 à 19 du RGPD, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que toute personne physique justifiant de son identité peut exercer un droit d'accès de rectification de mise à jour de verrouillage ou d'effacement, de retrait ou de limitation d'un consentement préalablement donné au traitement de ses données et/ou à l'utilisation de ses données à des fins de prospections commerciales :

- soit dès la communication des données en cochant la case prévue à cet effet,

CGV

- soit postérieurement en demandant au responsable du traitement des données de rectifier, compléter, mettre à jour, limiter l'accès ou supprimer tout ou partie des données collectées la concernant, par courrier ou via l'url : contact@portail-declaration-cession.fr

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que sauf si une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés, le responsable du traitement notifie à chaque destinataire auquel les données personnelles ont été communiquées, toute rectification ou effacement ou toute limitation de traitement (Article 19 du RGPD).

Droit à l'information, la portabilité et à l'opposition

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est également informé qu'il bénéficie du droit de recevoir une copie lisible des informations qu'il a fournies à la PLATEFORME, et du droit à la portabilité des données, de la PLATEFORME vers un autre destinataire de son choix, sauf impossibilité technique, dès lors que le traitement des données était fondé sur son consentement préalable et sur un contrat, et qu'il a été effectué à l'aide d'un procédé automatisé. (Article 20 du RGPD)

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est encore informé qu'il dispose d'un droit d'opposition au traitement de ses données personnelles, notamment en raison de sa situation particulière ou du fait d'une utilisation à des fins de prospections commerciales (Article 21 du RGPD).

Enfin, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il a le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire, sauf lorsque la décision est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et un responsable du traitement, est autorisée par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis, ou est fondée sur le consentement explicite de la personne concernée (Article 22 du RGPD).

Limites au droit d'accès

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE peut, à tout moment, exercer son droit d'accès par écrit, par courriel, ou par pli simple ou suivi ou recommandé avec avis de réception, accompagné d'une copie de sa pièce d'identité, ou éventuellement sur place en présentant une pièce d'identité.

Toutefois, le responsable du fichier peut refuser la demande d'accès, mais doit dans ce cas, motiver sa décision et exposer les voies et délais de recours.

Il peut aussi ne pas y répondre, si elle présente un caractère manifestement abusif notamment par le nombre ou la répétition.

CGV

S'il ne dispose pas ou plus de données, le responsable doit néanmoins répondre dans un délai de 2 mois.

Enfin, le droit d'accès doit s'exercer dans le respect des droits des tiers.

Mise à jour des données personnelles

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE s'engage à assurer, si nécessaire, la mise à jour des informations personnelles le concernant, lesquelles doivent avoir été données avec exactitude, et sous sa seule responsabilité.

Utilisation de liens hypertexte

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé que les liens hypertexte contenus dans la PLATEFORME afin de lui permettre d'être dirigé vers des sites internet exploités par des tiers, ne sont fournis qu'à titre indicatif, et que la MICRO-ENTREPRISE ne saurait à aucun moment et pour quelque cause que ce soit, voir

engager sa responsabilité, particulièrement en matière de protection des données à caractère personnel, pour le cas où les tiers exploitants du ou des sites consultés, porteraient une atteinte quelconque aux droits ou aux biens ou à la personne de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE .

Cookies et traceurs

L'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé de la possible utilisation de fichiers de repérage et de stockage d'informations dits « Cookies » ou « traceurs » (ci-après indifféremment les « COOKIES ») :

- par la PLATEFORME, notamment aux fins de facilitation de l'accès, d'amélioration de la qualité de la navigation et des fonctionnalités de la PLATEFORME,

- par des site tiers, notamment à des fins statistiques (Google, ...), ou d'hébergement (OVH, 1and1, ...) ou de partage de réseaux (Facebook, Twitter, Instagram, ...),

Les COOKIES utilisés par la PLATEFORME sont réservés à un usage interne, et les informations collectées ne sont pas jamais transmises à des tiers.

Conformément aux lois en vigueur sur la protection des données personnelles, notamment la Directive Européenne n° 2009/136/CE du 25 novembre 2009, apportant modification de l'article

CGV

(3) de la Directive n° 2002/58/CE, à l'article 32-II de la loi française du 6 janvier 1978 modifiée, et au RGPD, l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est informé qu'il peut s'opposer à tout moment à l'enregistrement des COOKIES ou les supprimer selon les modalités généralement mentionnées sous l'onglet « en savoir plus » lors de l'apparition d'un bandeau d'information sur la présence de COOKIES, ou en se rapportant aux manuels d'utilisation du navigateur habituel ou de l'ordinateur.

Certains traceurs nécessitent un consentement préalable de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE, par exemple lorsqu'ils sont liés à des opérations relatives à la publicité, ou ceux des réseaux sociaux générés par des « boutons de partage » lorsqu'ils collectent des données personnelles sans consentement des personnes concernées, ou encore à l'occasion de mesures d'audience.

En revanche, certains COOKIES étant indispensables au bon fonctionnement de la PLATEFORME pour répondre à la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE, peuvent être mis en œuvre sans autorisation préalable, et ne peuvent être ni modifiés ni supprimés (accès au panier, accès à l'espace personnel, mesures d'audiences type « analytics », etc. ..) sans risquer de perturber ou d'empêcher la réalisation de la demande de l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE.

Réseaux sociaux

La PLATEFORME n'utilise aucun lien (« plug-in ») permettant un accès direct à des réseaux sociaux, comme ceux de Facebook, Twitter ou Instagram. Il n'est donc pas forcément indispensable de se déconnecter du réseau social avant de visiter la PLATEFORME pour éviter la collecte d'informations concernant l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE par ce réseau. Mais l'ACHETEUR ou le simple internaute ayant transmis certaines de ses données personnelles au SITE est avisé qu'il lui est toutefois conseillé de se déconnecter préalablement des réseaux pour éviter ou réduire le risque d'une appréhension de ses données personnelles, ce dont la MICRO-ENTREPRISE ne pourra pas être tenue pour responsable.